

**DIVISION MATERIAUX  
SERVICE ENVIRONNEMENT**

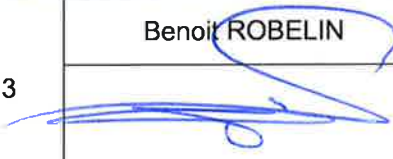

**RAPPORT D'ETUDE**

11 pages de texte et 9 pages d'annexes

**DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA  
DEFENSE DE NOUMEA**

**RAPPORT DE REPERAGE DES MATERIAUX ET  
PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT  
REALISATION DE TRAVAUX DANS UN IMMEUBLE  
BATI**

**Voiries  
Quartier Gribeauval  
98800 NOUMEA**

N° DOSSIER	DATE	CHARGE D'AFFAIRES	CONTROLEUR
EJ092-028	12/07/2023	Benoit ROBELIN	Florian VALLI
			

**ORGANISATION AVEC SYSTEME QUALITE CERTIFIE PAR DNV GL = ISO 9001 =**

UNE EXPERTISE QUI FAIT LA DIFFERENCE

## Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux dans un immeuble bâti.

### Références réglementaires et normatives :

Décret n° 2017-899 du 09 mai 2017 modifié le 27 mars 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations.

Arrêté du 16 juillet 2019 relatif aux repérages de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

Arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis

Articles R. 4412-97 à R. 4412-97-6 du code du travail

Norme NFX 46-020: Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

### Identification du bâtiment visité :

Adresse	Voiries – Quartier Gribeauval – 98800 Nouméa
Référence du programme des travaux	Réfection de la voirie
Type de bien : Fonction principale du bâtiment : Date permis de construire ou date de construction :	Voie de circulation privée / Antérieure à 2007

### Le propriétaire et le donneur d'ordre

Le(s) propriétaire(s)	Nom : Etat Adresse : /
Le commanditaire du repérage	Nom : Service d'Infrastructure de la Défense – Direction d'infrastructure de la Défense de Nouméa Adresse : BP 38 – 98843 Nouméa Cedex

### Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail certification
Opérateur(s) de repérage ayant réalisé le repérage	ROBELIN Benoit	Opérateur de repérage	I.Cert	Obtention : 23/12/2021 Validité : 22/12/2028 N° certification : CPDI6097
Société missionnée	<b>GINGER LBTP NC</b> 1 bis rue Berthelot, 2 <sup>ème</sup> Vallée du Tir, B.P. 821, 98845 Nouméa Cedex Ridet : 642058.001			
Laboratoire d'analyse	<b>AD-LAB</b> ZA du Plat du Pin – 69690 BRUSSIEU N° accréditation : 1-5606			

### Rapport de repérage

Référence rapport	EJ092-028
Date commande	14/06/2023
Date mission de repérage	23/06/2023
Date d'émission du rapport de repérage	12/07/2023

## TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>CONCLUSIONS .....</b>	<b>4</b>
1.1	MATERIAUX ET PRODUITS REPERES CONTENANT DE L'AMIANTE .....	4
1.2	INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES QUI RESTENT A MENER POUR SATISFAIRE AUX OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES : .....	4
1.3	COMMENTAIRES : .....	4
<b>2</b>	<b>PRESENTATION DE LA MISSION.....</b>	<b>5</b>
2.1	NATURE DE LA MISSION .....	5
2.2	OBJECTIF DE LA MISSION .....	5
2.3	PROGRAMME DES TRAVAUX .....	5
2.4	PERIMETRE DE REPERAGE .....	5
2.5	DEMARCHES REGLEMENTAIRES EN PRESENCE DE MATERIAUX AMIANTES .....	5
<b>3</b>	<b>CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE .....</b>	<b>6</b>
3.1	BILAN DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE : .....	6
3.2	DATE D'EXECUTION DES VISITES ET REPERAGES IN SITU.....	6
3.3	PLAN ET PROCEDURE D'INTERVENTION.....	6
3.4	ECART, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR.....	7
3.5	OBLIGATIONS DE COMMUNICATION DU RAPPORT DE REPERAGE.....	7
<b>4</b>	<b>LISTE ET LOCALISATION DES MATERIAUX OU PRODUITS REPERES .....</b>	<b>9</b>
<b>5</b>	<b>ANNEXES (NON PAGINEES) .....</b>	<b>12</b>

## LISTE DES ANNEXES

- ➔ Annexe A : Attestation d'assurance et certificat de compétences
- ➔ Annexe B : Plan des locaux – Implantation prélèvements  
Repérage des matériaux et produits amiantés
- ➔ Annexe C : Rapport de synthèse d'analyses d'amiantes dans les matériaux et produits

## 1 CONCLUSIONS

Dans tous les cas et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

### 1.1 MATERIAUX ET PRODUITS REPERES CONTENANT DE L'AMIANTE

Dans le cadre de la mission objet du présent pré-rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Localisation du matériau	Matériau
Sans objet	

### 1.2 INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES QUI RESTENT A MENER POUR SATISFAIRE AUX OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES :

Les locaux ou zones suivantes n'ont pas pu être visités et doivent faire l'objet d'investigations complémentaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Zones ou locaux non visités	Motifs
Sans objet	

Le tableau ci-dessous répertorie les matériaux ou composants susceptibles de contenir de l'amiante mais dont il a été matériellement impossible d'évaluer la présence pour les raisons invoquées dans le tableau. Ces éléments sont fournis pour information mais nécessitent l'attention du donneur d'ordre et des entreprises intervenantes.

Dans le cadre des travaux les concernant, le donneur d'ordre devra faire procéder au diagnostic de ces éléments.

Local / Partie d'immeuble	Etage	Composant de la construction	Partie de composant	Justification
Sans objet				

L'attention du donneur d'ordre/maître d'ouvrage/propriétaire est attirée sur le fait qu'en présence de locaux ou de partie de locaux non visités, de composants ou de parties de composant non inspectés faisant partie du périmètre et du programme des travaux, l'information sur la présence ou l'absence d'amiante ne peut être considérée comme exhaustive et ses obligations réglementaires de repérage définies aux articles R4412-97 et suivants du Code du travail ne sont pas remplies.

### 1.3 COMMENTAIRES :

Sans objet.

## 2 PRESENTATION DE LA MISSION

### 2.1 NATURE DE LA MISSION

La présente mission consiste à établir le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante faisant corps ou indissociablement corps avec l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné par la réalisation des travaux définis dans le chapitre 2.4.

### 2.2 OBJECTIF DE LA MISSION

Le repérage a pour objectif de rechercher, identifier, localiser des matériaux et produits définis sur la base de la liste en annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019. Cette liste n'étant pas exhaustive, si tout autre matériau et produit réputé contenir de l'amiante est repéré, il est pris en compte au même titre qu'un matériau ou produit de la liste citée précédemment.

La recherche des matériaux ou produits contenant de l'amiante est réalisée par sondages visuels et par sondages destructifs d'éléments et/ou composants (avec prélèvements d'échantillons) selon une méthode de sondage et de prélèvements respectant les prescriptions de la norme NF X46-020.

La mission porte exclusivement sur les locaux définis dans le chapitre 2.4. Tous les travaux effectués dans des locaux autres que ceux définies dans le présent rapport et/ou de nature différente devront faire l'objet d'un nouveau repérage des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante avant travaux.

### 2.3 PROGRAMME DES TRAVAUX

Réfection de voiries

### 2.4 PERIMETRE DE REPERAGE

Le repérage concerne les voiries du quartier de Gribeauval – 98800 Nouméa.

### 2.5 DEMARCHES REGLEMENTAIRES EN PRESENCE DE MATERIAUX AMIANTES

Préalablement aux travaux, des travaux de retrait des matériaux amiantés sont obligatoires.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail.

Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

En Nouvelle Calédonie, ces entreprises doivent respecter la délibération n° 211 CP du 15 Octobre 1997.

### 3 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

#### 3.1 BILAN DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE :

Documents demandés	Documents remis
Plans	Oui
Anciens rapports de repérage	Non
Date permis de construire	Non
Année de construction	Antérieure à 2007
Travaux de réhabilitation et/ou de rénovations	Réfection de la voirie
Destination des locaux	Voirie privée

#### 3.2 DATE D'EXECUTION DES VISITES ET REPERAGES IN SITU

Date de visite des locaux	Accompagnateur
23/06/2023	M. Fabien Chauviere

Présence d'une société qualifiée pour effectuer les sondages et/ou démontages : ☐ oui ☒ Non

Présence d'une société de maintenance des ascenseurs : ☐ oui ☒ Non

Présence d'une personne habilitée à ouvrir les locaux TGBT ☐ oui ☒ Non

Autres :

Les locaux étaient occupés lors de la visite : ☐ oui ☒ Non

Les locaux étaient meublés lors de la visite : ☐ oui ☒ Non

#### 3.3 PLAN ET PROCEDURE D'INTERVENTION

L'opérateur de repérage effectue une reconnaissance des différentes parties de l'immeuble bâti du bâtiment. A l'occasion de cette visite préalable, il définit le matériel et sollicite les autorisations d'accès aux différentes parties de l'immeuble bâti nécessaires à la visite exhaustive du bâtiment ainsi que les démontages et investigations approfondies nécessaires.

Dans un premier temps, l'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits de la liste de l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019. A cette fin, l'opérateur de repérage examine de façon exhaustive toutes les parties d'ouvrages qui composent les différentes parties de l'immeuble bâti et réalise ou fait réaliser pour cela les démontages et investigations approfondies destructives nécessaires. Il définit les zones présentant des similitudes d'ouvrage.

La définition de zones présentant des similitudes d'ouvrage permet d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements qui sont transmis pour analyse.

Dans un second temps, et pour chacun des ouvrages ou composés repérés, en fonction des informations et des moyens dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste quant à la présence d'amiante dans ces matériaux et produits.



En cas de doute, et selon les prescriptions normatives et réglementaires, il détermine les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante.

Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération.

Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.

L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.

Les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité. L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés.

Dans le cas où certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs. Il émet les réserves correspondantes par écrit au propriétaire et lui préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées.

### **3.4 ECART, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR**

La mission s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X46-020.

### **3.5 OBLIGATIONS DE COMMUNICATION DU RAPPORT DE REPERAGE**

Le présent rapport est à communiquer à toute personne physique ou morale amenée à concevoir, organiser ou exécuter des travaux dans l'immeuble bâti.

Il est rappelé en outre les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 16/07/2019 :

« Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage. En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à







disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.


En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. »



## 4 Liste et localisation des matériaux ou produits repérés

### PM = Résultat d'analyse

Bâtiment	Coordonnées GPS RGNC	Ouvrages ou composants de la construction	Parties d'ouvrages ou de composants inspectés ou sondés	Observation sur composants	Critère de décision	Présence amiante	Référence ZPSO	Photographie
Voiries  Quartier de Gribeauval	Voirie - bat 007	Revêtement voirie	Enrobé	-	PM-EJ092-23/06/23-C1	Non détecté	Z1	
	Voirie - bat 008	Revêtement voirie	Enrobé	-	PM-EJ092-23/06/23-C2	Non détecté	Z1	
	Voirie - bat 021	Revêtement voirie	Enrobé	-	PM-EJ092-23/06/23-C3	Non détecté	Z1	
	Voirie - Rue du colonel Broche	Revêtement voirie	Enrobé	-	PM-EJ092-23/06/23-C4	Non détecté	Z1	
	Voirie - Rue du chef de bataillon Savey	Revêtement voirie	Enrobé	-	PM-EJ092-23/06/23-C5	Non détecté	Z1	
	Voirie - Angle Rte du bain militaire et rue du Colonel Broche	Revêtement voirie	Enrobé	-	PM-EJ092-23/06/23-C6	Non détecté	Z1	

Bâtiment	Coordonnées GPS RGNC	Ouvrages ou composants de la construction	Parties d'ouvrages ou de composants inspectés ou sondés	Observation sur composants	Critère de décision	Présence amiante	Référence ZPSO	Photographie
Voiries Quartier de Gribeauval	Voirie – Bord de mer	Revêtement voirie	Enrobé	-	PM-EJ092-23/06/23-C7	Non détecté	Z1	

Localisation des matériaux contenant de l'amiante :

Sans objet.

Observations :

**Dans tous les cas et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant**

Cachet et signature de l'opérateur :



## **5 ANNEXES (NON PAGINEES)**

### **ANNEXE A :** **ATTESTATION D'ASSURANCE ET CERTIFICAT DE COMPETENCES**



Notre référence à rappeler  
dans toute correspondance :

N° assuré : H35479A  
N° contrat : 1265 003 590332  
N° RIDET : 642 058

GINGER LBTPNC  
1 BIS RUE BERTHELOT - BP 821  
2eme VALEE DU TIR  
98800 NOUMEA

Pour tout renseignement contacter :

Site de gestion  
SMABTP NOUVELLE CALEDONIE  
Immeuble Odéon  
23 route de l'Anse-Vata  
BP 234  
98845 NOUMEA CEDEX

**Attestation d'assurance**  
**Contrat Responsabilité civile Exploitation et Responsabilité civile**  
**professionnelle des concepteurs - Nouvelle Calédonie**

**Période de validité : du 01/01/2023 au 31/12/2023**

SMABTP ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle, numéro H35479A 1265003 590332 :

**1 – PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES**

- Ingénieur conseil-Expert
- Etudes de conception
- Maîtrise d'oeuvre
- Etudes techniques dans les domaines de la construction et de la démolition
- Diagnostic d'ouvrages (structure, amiante, etc.) et de sites et de sols pollués
- Expertise, analyse, recherche de causes et diagnostic dans les domaines de compétence de l'Assuré
- Audit : sondages et mesures
- Formation, assistance
- Gestion de sites de tiers : portage d'autorisation administrative d'exploiter (ICPE, etc.) et gestion des contrats de maintenance ;
- Vente de matériel de mesures, d'inspection, d'osculation et de surveillance des ouvrages en lien avec les autres activités de l'Assuré
- Relevés topographiques, photographies, vidéos, observations et surveillances aériennes aux moyens de drones
- Géotechnique (études et investigations) ;
- Analyse et contrôles des matériaux et produits du BTP ;
- Coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers ;
- Contrôle et sécurité des engins de levage et installations électrique ;
- Etudes historiques et archéologique liées à la construction ;

**SMABTP**

Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics,  
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables,  
Entreprise régie par le code des assurances RCS PARIS 775 684 764  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.groupe-sma.fr](http://www.groupe-sma.fr)





- **Fourniture de matériel et de services informatiques (y compris notamment conception d'architecture, étude des besoins, coordination des ressources, achat d'équipements informatique et logiciel, assistance utilisateurs, développement de logiciels, maintenance et réparation et formation informatique).**

Dans les domaines suivants :

- Bâtiments, travaux publics et/ou Génie Civil (routes, grands chantiers)
- Hydrologie – Hydraulique / Eaux usées – eau potable
- Environnement y compris désamiantage

Et ce, avec tout ou partie des activités annexes et/ou connexes suivantes, notamment celles inhérentes à toutes entreprises telles que :

- Recherche, prospection, expérimentations, études, essais, préconisations, conseils, assistance, formations reçues ou données ;
- Activités commerciales, publicitaires et de promotion ;
- Déménagement, chargement, déchargement, affrètement et transport de ses produits et/ou approvisionnements et/ou matériels notamment ses engins ;
- Prêt, location, dépôt de tout matériel à des tiers. »

## 2- GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montant de garantie
<b>Tous dommages confondus (corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non)</b>	357 995 100 FCFP par sinistre (soit 3 000 000 €)
<b>Dont :</b>	
- Dommages matériels et immatériels consécutifs	178 997 613 FCFP par sinistre soit (1 500 000 €)
- Dommages immatériels non consécutifs	59 665 850 FCFP par an (soit 500 000 €)
- Faute inexcusable de l'Employeur	59 665 850 FCFP (par an soit 500 000 €)

### SMABTP

Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics,  
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables,  
Entreprise régie par le code des assurances RCS PARIS 775 684 764  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.groupe-sma.fr](http://www.groupe-sma.fr)







### 3 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et 1792-1 du code civil relatifs à la garantie décennale.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux missions professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montant de garantie
Tous dommages confondus (corporels, matériels ou immatériels)	119 331 700 FCFP par sinistre (soit 1 000 000 €)

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Nouméa, le 11/01/2023,

Le Directeur général  
Par délégation

Frédérique LIEVIN  
Représentante Permanente



#### SMABTP

Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics,  
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables,  
Entreprise régie par le code des assurances RCS PARIS 775 684 764  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.groupe-sma.fr](http://www.groupe-sma.fr)

**SMA**

3



## Certificat de compétences Diagnosticqueur Immobilier

N° CPDI6097 Version 003

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

### Monsieur ROBELIN Benoit

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention
	Date d'effet : 23/12/2021 - Date d'expiration : 22/12/2028
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention
	Date d'effet : 23/12/2021 - Date d'expiration : 22/12/2028

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.  
Edité à Saint-Grégoire, le 23/12/2021.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ou Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ou Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification - Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

**I.Cert**  
Institut de Certification

Certification de personnes  
Diagnosticqueur  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)

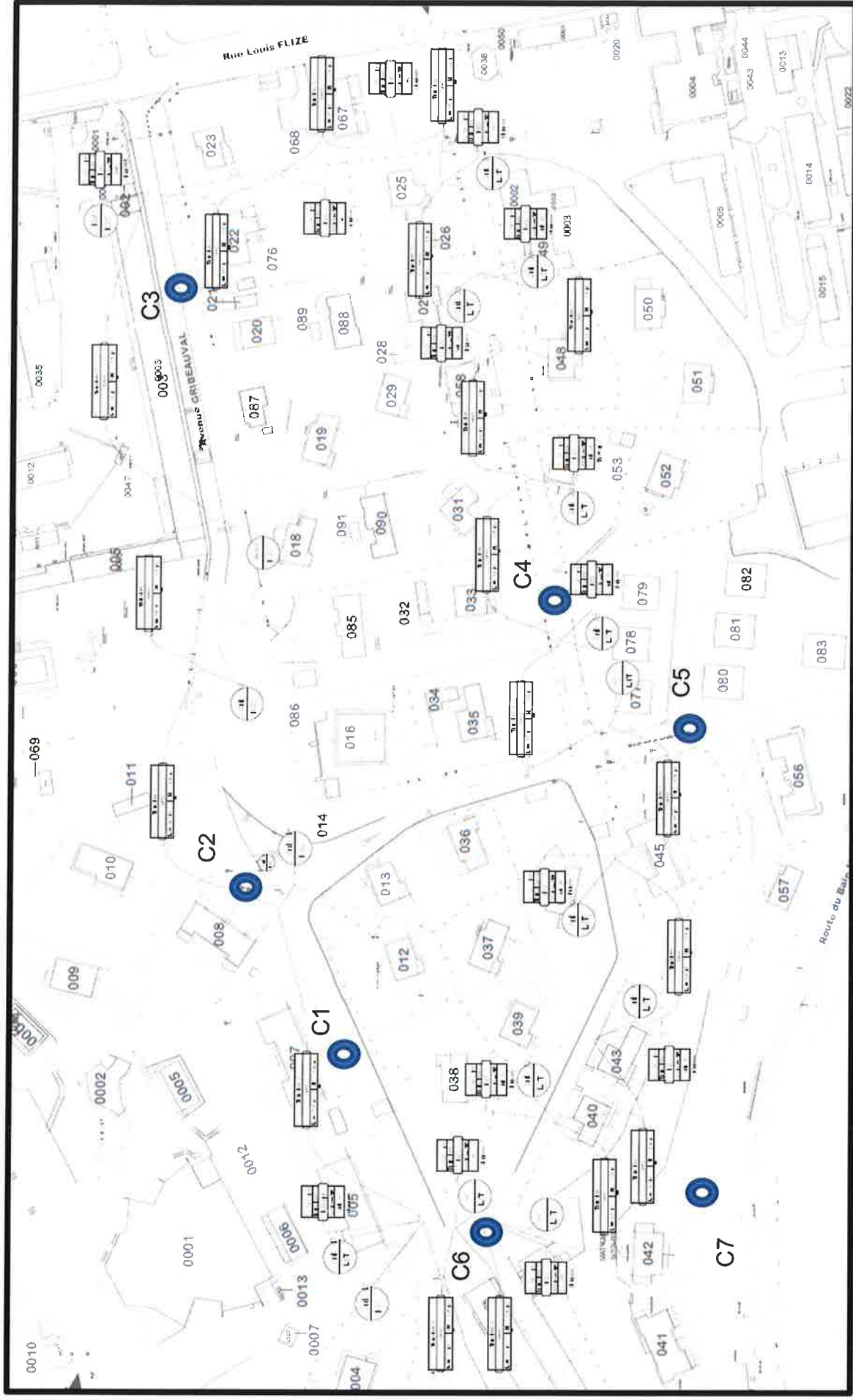
Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

**cofrac**  
ACCREDITATION  
N° 4-0522  
PORTÉE  
CERTIFICATION  
DE PERSONNES  
[WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)

CPE DIFR 11 rev37

## **ANNEXE B :**

### **PLAN DES LOCAUX : IMPLANTATION DES PRELEVEMENTS REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS AMIANTES**



● Carottage enrobé – prélèvement de matériau

## **ANNEXE C :**

### **RAPPORT DE SYNTHESE D'ANALYSES D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX ET PRODUITS**

## RAPPORT DE SYNTHÈSE D'ANALYSES D'AMIANTE DANS LES MATÉRIAUX ET PRODUITS MANUFACTURÉS avec ou sans charge minérale

Analyse par Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP)  
et/ou Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META)

Réf. client : EJ092 / 25205

Site : Quartier de l'Artillerie  
(prélevé le -)

Date de réception : 04/07/2023

Client : GINGER LBTP NC (98)

Contact : Jean-Yves MORLON, Olivier THIRIONET, Florian VALLI, Benoît ROBELIN

Adresse : 1 bis rue Berthelot - BP 821  
98845 NOUMEA Cedex

Email : jy.morlon@lbtp.nc, o.thirionet@lbtp.nc, f.valli@lbtp.nc, b.robelin@lbtp.nc

Réf. dossier AD-LAB : BL202307018

N° analyse échantillon	Réf. échantillon client	Localisation/description client	N° analyse couche = composant	Description analytique	Type d'Analyse	Nbre lames MOLP	Nbre prép* META	Nbre grilles META	Fibres d'amiante détectées ?	Type d'amiante	Observations
BL202307018-01	PM-EJ092-23/06/23-C1	Voirie - bat 007 Revêtement voirie - Enrobé	BL202307018-01,1	Enrobé bitumineux noir.	MOLP + META	2	1	2	Non détectées	/	Analyse du mastic et du granulat.
BL202307018-02	PM-EJ092-23/06/23-C2	Voirie - bat 008 Revêtement voirie - Enrobé	BL202307018-02,1	Enrobé bitumineux noir.	MOLP + META	2	1	2	Non détectées	/	Analyse du mastic et du granulat.
BL202307018-03	PM-EJ092-23/06/23-C3	Voirie - bat 021 Revêtement voirie - Enrobé	BL202307018-03,1	Enrobé bitumineux noir.	MOLP + META	2	1	2	Non détectées	/	Analyse du mastic et du granulat.
BL202307018-04	PM-EJ092-23/06/23-C4	Voirie - Rue du Colonel Broche Revêtement voirie - Enrobé	BL202307018-04,1	Enrobé bitumineux noir.	MOLP + META	2	1	2	Non détectées	/	Analyse du mastic et du granulat.
BL202307018-05	PM-EJ092-23/06/23-C5	Voirie - Rue du chef de bataillon Savoy Revêtement voirie - Enrobé	BL202307018-05,1	Enrobé bitumineux noir.	MOLP + META	2	1	2	Non détectées	/	Analyse du mastic et du granulat.
BL202307018-06	PM-EJ092-23/06/23-C6	Voirie - bat 040 Revêtement voirie - Enrobé	BL202307018-06,1	Enrobé bitumineux noir.	MOLP + META	2	1	2	Non détectées	/	Analyse du mastic et du granulat.
BL202307018-07	PM-EJ092-23/06/23-C7	Voirie - bat 041 Revêtement voirie - Enrobé	BL202307018-07,1	Enrobé bitumineux noir.	MOLP + META	2	1	2	Non détectées	/	Analyse du mastic et du granulat.

\* Préparations

Observations générales :

**La recherche d'amiante au Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP)** est effectuée selon le guide HSG 248 (annexe 2) et la norme NF ISO 22262-1 (parties utiles).

L'observation visuelle et sous stéréomicroscope permet de décrire l'échantillon.

L'analyse au MOLP ne permet de détecter que les fibres optiquement observables, c'est-à-dire celles de diamètre supérieur à 0,2 µm. Un résultat négatif au MOLP, c'est à dire avec amiante non détecté, signifie que l'échantillon peut renfermer une teneur en fibres d'amiante optiquement observables inférieure à la limite de détection garantie.

En cas d'analyse MOLP d'une couche non fibreuse, un résultat négatif doit obligatoirement être confirmé par une analyse en META, sauf si la nature de la couche permet une recherche de fibres optiquement observables. Pour les couches dites fibreuses, un résultat négatif en MOLP devrait être confirmé par une analyse en META, mais est suffisant au regard de la réglementation.

Les différentes couches ou composants décrits de manière commune sont indissociables.

La préparation en vue de l'analyse MOLP est obligatoire en cas d'observation de fibres au stéréomicroscope ou à l'œil nu. Un résultat négatif est conclu après un minimum de deux préparations MOLP.

**Méthode de préparation :**

La préparation des échantillons avec ou sans charge minérale est effectuée selon la méthode Chatfield adaptée, conformément au mode opératoire interne "PROCESSUS SOLIDE / Préparation des matériaux en vue de leur analyse META". Les principales étapes de la préparation sont les suivantes :

- Les échantillons sont soumis à un traitement thermique puis à un traitement à l'acide chlorhydrique, suivi d'un broyage manuel.
- Les grilles pour le Microscopie Electronique à Transmission sont préparées selon la technique « drop mount ».

Au moins une préparation META est réalisée par couche dissociable.

**Recherche d'amiante au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) :**

Les fibres d'amiante sont identifiées en META (morphologie, chimie, diffraction) selon la norme NF X 43-050 (2021) (parties utiles). Lorsque la discrimination entre deux variétés minéralogiques n'est pas probante, l'observation "classée" est indiquée devant le nom de l'amiante (cf. §1.4 de la norme NF X43-050). Pour les matériaux et produits avec charge minérale (enrobés, bétons, enduits, mortiers, etc.), l'analyse META s'appuie également au besoin sur les principes pétrographiques et de classification minéralogique de l'IMA pour la chimie des amphiboles.

Les particules minérales allongées prises en compte lors de l'analyse sont celles répondant à la définition de fibre selon la norme NFX 43-050 (2021), c'est à dire "toute particule ayant des bords parallèles sur une partie de sa longueur ou étagés, une longueur minimum de 0,5 µm et un rapport longueur/largeur d'au moins 3".

L'analyse META prend en compte toutes les fibres classées ou identifiées comme amiante selon la norme NF X 43-050 (2021) (chrysotile, amosite, crocidolite, trémolite-amiante, actinolite-amiante, anthophyllite-amiante).

Un résultat négatif en META, c'est à dire avec amiante non détecté, signifie que l'échantillon peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie.

Un résultat négatif en META est conclu après l'observation d'au moins une grille par préparation META et après compilation des résultats de l'ensemble des préparations réalisées le cas échéant.

Le laboratoire garantit de donner un résultat positif pour les fibres recherchées si leur teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0,1% en masse, selon un intervalle de confiance à 95 %.

Traces\*\* : L'observation d'amiante en traces est indiquée à la demande du client. Le terme "Traces" indique que la quantité d'amiante observé est très inférieure à 0,1%, et, en accord avec la norme NF EN ISO 22262-1, qu'il s'agit probablement de pollution naturelle (ajout de charge minérale) ou involontaire (pollution lors de la fabrication, de la mise en œuvre, ou au cours de la vie du matériau ou produit, ...). Conformément aux normes de repérage (NF X46-020, NF X46-102, etc.), l'opérateur de repérage est invité à conduire une réflexion (si nécessaire collégiale) afin de déterminer, à partir d'éléments factuels (techniques constructives et/ou procédés de fabrication et/ou de mise en œuvre, historique de maintenance, etc.), la cause probable de cette faible quantité observée.

NB : AD-LAB n'est pas responsable du choix de l'emplacement du prélèvement.

Les données transmises par le client ne sauraient engager la responsabilité du laboratoire.

Analyste MOLP : Yann LAPEYRE

Analyste META : Coralie DETON

Date d'analyse MOLP : 04/07/2023

Date d'analyse META : 07/07/2023

Date d'émission : 07/07/2023